

Maître d'Ouvrage :



Groupe Hospilo-Universitaire AP-HP
Sorbonne université
75013 PARIS

Maître d'Œuvre :

SCALA

Architectes Associés

Architectes du Patrimoine
32, rue du Paradis
75010 PARIS

Economiste



13, rue Sermonoise
77380 COMBS LA VILLE
Tel 01 71.49.68.70



HOPITAL PITIE-SALPETRIERE
55, Boulevard Diderot
75013 PARIS

BATIMENT DES ARCHERS
RUE DES ARCHERS



C.C.T.G

Cahier des Clauses Techniques Général

SOMMAIRE

1	CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES.....	3
1.1	DECOMPOSITION DES LOTS TECHNIQUES.....	3
1.2	OBJET DU CAHIER CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES	3
1.3	DÉLAI.....	4
1.4	PHASE DES TRAVAUX	4
1.5	LÉGISLATION.....	4
1.6	OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	4
1.7	QUALIFICATION QUALIBAT.....	5
1.8	COORDINATION ET LIMITE DES PRESTATIONS.....	5
1.9	LIMITES DE PRESTATIONS.....	6
1.10	CONTENU DU PRIX FORFAITAIRE.....	6
1.11	PRÉSENTATION DES OFFRES	6
1.12	LOCATIONS.....	6
1.13	SOUS-TRAITANCE.....	7
1.14	MODE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX	7
1.15	DOCUMENTS A REMETTRE À L'APPUI DE L'OFFRE	7
1.16	ETUDES D'EXÉCUTION.....	7
1.17	DOCUMENTATION – PROTOTYPES – APPROBATIONS	8
1.18	CONTRÔLES.....	8
1.19	ESSAIS	8
1.20	DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS.....	8
1.21	PRÉ ÉTUDE CONTRÔLE	9
1.22	INDICATIONS ET DOCUMENTS À FOURNIR.....	9
1.23	CONFORMITÉ AUX DOCUMENTS OFFICIELS	9
1.24	DOCUMENTS TECHNIQUES, NORMES ET RÈGLEMENTS	9
1.25	MESURE DE SÉCURITÉ PROPRE AU BATIMENT	11
1.26	SÉCURITÉ INCENDIE	11
1.27	TRAVAIL CLANDESTIN	11
1.28	HYGIÈNE, SANTE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS.....	12
1.29	SÉCURITÉ DU PERSONNEL	12
1.30	PRÉPARATION DU CHANTIER.....	12
1.31	INSTALLATION DE CHANTIER	13
1.32	INACCESSIBILITÉ	13
1.33	RÉCEPTION – LIVRAISON DES OUVRAGES.....	13
1.34	DÉGÂTS ET NETTOYAGE	13
1.35	RÉCEPTION DES OUVRAGES	14
1.36	RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES	14
1.37	MISE EN ŒUVRE	14
1.38	PROTECTION DES OUVRAGES.....	14
1.39	TOLÉRANCES DIMENSIONNELLES.....	15
1.40	QUALITÉ DES MATÉRIAUX	15
1.41	CONTRÔLE DES MATÉRIAUX MIS EN ŒUVRE	15
1.42	AUTO-CONTRÔLE ET ESSAIS	16
1.43	POSE, VÉRIFICATION ET MISE EN SERVICE DES OUVRAGES	16
1.44	RESPONSABILITÉS ET GARANTIES	16
1.45	RESPONSABILITÉ EN COURS DE TRAVAUX.....	16
1.46	RESPONSABILITÉ DES ENTREPRENEURS.....	16
1.47	GESTION DES DECHETS DE LAINE DE VERRE POUR RECYCLAGE EN BOUCLE FERMEE	16
1.48	GESTION DES DECHETS MENUISES POUR RECYCLAGE EN BOUCLE FERMEE	18

1.49	ÉTAT DES LIEUX.....	18
1.50	NUISANCES ET GESTION EN SITE OCCUPE	18
1.51	ORDRE DE SERVICE	19

1 CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES

1.1 DECOMPOSITION DES LOTS TECHNIQUES

Le présent marché est un marché ALLOTI avec une décomposition en lots suivant ;

- Lot 01 – ECHAFAUDAGE / RAVALEMENT
- Lot 02 – COUVERTURE
- Lot 03 – MENUISERIES EXTERIEURES

Nous rappelons qu'à ce titre les entrepreneurs sont responsables de la totalité des ouvrages y compris toutes coordinations entre chaque lot de ses co-traitants éventuels

ADRESSE DES TRAVAUX :

HOPITAL PITIE-SALPETRIERE
55, Boulevard Diderot
75013 PARIS
BATIMENT DES ARCHERS
RUE DES ARCHERS

1.2 OBJET DU CAHIER CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES

Le présent CCTG a pour objet les prescriptions générales pour les travaux suivants :

Lot 01 : ECHAFAUDAGE / RAVALEMENT

- Cantonnement pour l'ensemble des lots
- Installation de chantier commune
- L'installation des échafaudages sur rue et cour pour l'ensemble des lots
- Maçonnerie diverse en façade
- Travaux sur les ouvrages en pierre naturelle, moellons et briques
- Ravalement en enduit à la chaux hydraulique
- Travaux de peinture
- Travaux de serrurerie – garde-corps, grilles etc...
- Recréation d'une serre pour les jardiniers

Lot 02 : COUVERTURE

- Dépose sans réemploi des couvertures existantes en tuile plate grand format et tuile mécanique terre cuite
- Réfection du corps principal pour les brisis et terrassons en tuile « Vieux Paris »
- Réfection des dépendances attenantes en tuile mécanique terre cuite
- Création d'appentis en bac sec sur ossatures bois neuves côté jardin

Lot 03 : MENUISERIES EXTERIEURES

- Dépose et démolition des existants

- Réfection des menuiseries extérieures en bois et double vitrages
- Remplacement des portes de service et de porte d'accès
- Travaux particuliers

1.3 DÉLAI

Délais d'exécution

- Préparation de chantier 2 mois
- Exécution des travaux 6 mois

1.4 PHASE DES TRAVAUX

Phase unique

1.5 LÉGISLATION

Les travaux du présent lot conformes au texte législatif et réglementaire :

- Code de la construction et de l'Habitation – Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public – Articles R123-1 à L123-3 à R123-55
- Arrêté du 4 novembre 1975 modifié relatif à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique du 1^{er} décembre 1976 relative à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 23 juin 1978 relative à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public
- Arrêté du 2 octobre 1978 relatif aux blocs autonomes d'éclairage de sécurité utilisés dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans établissements recevant du public
- Code du travail (partie réglementaire) : hygiène, sécurité et conditions de travail – chapitre 5 – disposition applicable aux opérations de constructions dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail – Section 4 prévention des incendies et des explosions – évacuation
- Code de la santé publique

1.6 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.

Les ouvrages devront être exécutés conformément aux Règles de l'Art, aux spécifications des documents contractuels, de ceux auxquels ils font référence et également aux plans d'exécution visés par le maître d'œuvre. Sauf accord écrit de celui-ci, toute dérogation entraînera la responsabilité pleine et entière des entreprises et, le cas échéant, la démolition de l'ouvrage.

Les entrepreneurs sont réputés avant la remise de leur offre et avant le démarrage de leurs travaux :

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée des existants et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, difficultés d'accès, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.),
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans, et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public, ainsi que des services concédés qui ont, pour certains équipements, des exigences particulières de marque ou de mise en œuvre.
- Les propositions comprendront implicitement pour chaque entreprise :
- Les travaux et fournitures relevant de la compétence des entreprises et qui résulteraient des spécifications des autres corps d'état afin de les compléter,
- La préparation des plans, études, modèles, échantillons, destinés à l'approbation, précédant toute exécution,
- La fourniture des échantillons de matériaux en prélèvement pour les contrôles et essais,
- Les frais d'assurances,
- Les frais d'hygiène et de sécurité,
- Le lot 1 Ravalement sera l'entreprise principale qui aura en charge le cantonnement et l'installation de chantier et responsable du nettoyage et de la remise en état

1.7 QUALIFICATION QUALIBAT.

Les entreprises admises à soumissionner devront avoir obligatoirement la qualification professionnelle correspondante aux travaux du présent lot, délivrée par QUALIBAT, définie par le Maître d'Ouvrage.

Lot 01 : RAVALEMENT

- 2194 : Restauration pierre de taille et maçonnerie des MH

Lot 02 : COUVERTURE

- 3194 : Couverture Monument historique

Lot 03 : MENUISERIES EXTERIEURES

- 4393 : Restauration des menuiseries des MH

1.8 COORDINATION ET LIMITE DES PRESTATIONS.

De par sa qualification, L'entrepreneurs sera amené à prévoir :

- Les différentes phases de ses travaux,
- Les détails de ses fournitures et approvisionnements,

Pour obtenir une réalisation parfaite des ouvrages de son marché.

Pour cela, il prendra connaissance des travaux des autres intervenants et tiendra compte de leurs réalisations pour la mise au point de ses plans, détails et planning d'exécution.

1.9 LIMITES DE PRESTATIONS

Travaux et fournitures à la charge de l'entrepreneurs des présents lots.

Le prix global et forfaitaire indiqué par l'entrepreneurs comprendra les travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux, les essais, la réfection éventuelle des ouvrages défectueux constatés au cours d'exécution du chantier ou lors de sa réception.

1.10 CONTENU DU PRIX FORFAITAIRE.

Le marché est traité à prix forfaitaire quels que soient les aléas rencontrés lors de la réalisation des travaux.

Il est rappelé que le prix forfaitaire comprend tout ce qui est nécessaire à l'achèvement complet des travaux et à la parfaite utilisation des installations par rapport aux objectifs à atteindre. Il prévoit implicitement toutes les sujétions de fournitures, matériaux, matériels et pose, y compris toutes les liaisons et travaux accessoires nécessaires, sans aucune exception ni réserve, et ce, dans les Règles de l'Art.

Les entrepreneurs ne pourront se soustraire à cette obligation en faisant valoir les omissions ou contradictions qu'ils auraient pu relever dans les spécifications techniques et les plans. En effet, les explications et les demandes d'éclaircissement qu'ils doivent impérativement demander au maître d'œuvre, au moment de l'établissement de leur offre, les auront mis à même d'apprécier complètement la nature des travaux à exécuter et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.

Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme « supplémentaire au forfait » s'il n'a pas été commandé par un ordre de service proposé par le maître d'œuvre et signé par le maître d'ouvrage.

Le quantitatif figurant au dossier constitue le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire. Il est rappelé que le quantitatif est informatif, qu'il n'a aucune valeur contractuelle, et qu'en aucun cas il ne pourra être admis de modification au prix global et forfaitaire en raison de différences entre les quantités prévues et celles réellement exécutées.

Avant la signature des marchés, chaque entrepreneur doit avoir pris connaissance des prestations prévues à la charge des autres corps d'état, en sorte qu'il ne pourra réclamer de plus-value en rejetant sur un autre corps d'état les travaux nécessaires à la réalisation de ses ouvrages et qu'il n'aurait pas prévu.

1.11 PRÉSENTATION DES OFFRES

Pour permettre une comparaison judicieuse des offres, les entreprises devront obligatoirement répondre à la DPGF jointe au présent appel d'offre.

Les travaux sont réalisés, toutes sujétions comprises, aucune plus-value ne sera acceptée.

1.12 LOCATIONS

Les prix globaux de location soumissionnés comprendront outre les frais pour l'amenée, le montage, le démontage, le retour et la location du matériel pour la durée des travaux.

Définition des locations :

La valeur de location mensuelle est destinée au règlement des frais entraînés par l'amortissement du matériel, pour son entretien, ainsi que pour toutes les vérifications en cours de travaux.

1.13 SOUS-TRAITANCE

Suivant C.C.A.P

Si une entreprise souhaite sous-traiter une partie de son marché, l'entreprise sous-traitante devra à minima obligatoirement présenter les qualifications équivalentes à l'entreprise titulaire

1.14 MODE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX

Les entrepreneurs devront se rendre sur place de façon à avoir une parfaite connaissance des existants et prendre l'ensemble des mesures nécessaires à établir leur offre.

Il leur appartiendra d'apprécier la nature des travaux à exécuter, compte tenu de l'état des existants et des objectifs fixés par le maître d'ouvrage, de signaler le cas échéant au maître d'œuvre les omissions, imprécisions, insuffisances ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents qui lui ont été remis et de demander les éclaircissements nécessaires, faute de quoi, il sera réputé avoir accepté les clauses et s'être engagé à fournir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et installations, même si ceux-ci ne sont pas explicitement décrits suivant les décompositions du prix globale et forfaitaire (D.P.G.F) du lot correspondant, jointes au DCE.

Aucunes variantes obligatoires ou libre à l'initiative des candidats, ni PSE ne seront autorisées pour ce marché

1.15 DOCUMENTS A REMETTRE À L'APPUI DE L'OFFRE

Outre les documents administratifs, les entreprises soumissionnaires devront joindre :

- Un bordereau quantitatif comprenant obligatoirement les prix unitaires de chaque élément des sous-ensembles du projet
- Une note descriptive donnant les marques, types, caractéristiques des matériaux ou matériels du CCTP.
- Un tableau récapitulatif des travaux annexes prévus et non prévus par Les entreprises du présent lot d'une part, et les travaux à réaliser par les autres corps d'état d'autre part.

1.16 ETUDES D'EXÉCUTION

Les entrepreneurs devront toutes les études détaillées nécessaires à la réalisation des ouvrages dont il est chargé.

Les études d'exécution comportent en particulier :

Les plans de repérage des ouvrages et des coupes de détail.

Les coupes de détail à grande échelle de tous les ouvrages

Planning, étude, travaux et méthodologie

Plans conformes à l'exécution

Notes de calcul

- Les entrepreneurs des différents lots devront, dans le cadre de leur forfait, établir toutes les notes de calcul et tous les plans d'exécution de leurs travaux.

- Ces plans devront être établis en temps utile pour ne pas retarder la marche du chantier et pour permettre l'intervention simultanée et coordonnée des différents corps d'état.

Les entrepreneurs devront établir, dans un délai variable d'une semaine, à compter de l'ordre de service, en conformité avec les pièces de son marché, les plans qualification professionnelle, la responsabilité de l'étude d'exécution détaillée des ouvrages concernés.

Ces plans seront mis au point avec le maître d'œuvre d'exécution, et le bureau de contrôle. Ils devront avoir reçu le visa des différents intervenants avant d'être diffusés.

1.17 DOCUMENTATION – PROTOTYPES – APPROBATIONS

Pour tous les produits et fournitures qu'elle propose d'utiliser, l'entreprise présente au maître d'œuvre les documents de référence, notices de fabricants, agréments techniques et procès-verbaux d'essais ainsi que les échantillons jugés nécessaires.

La réalisation de prototypes in situ pour validation et tous les essais de convenances.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander toutes précisions supplémentaires ou de faire exécuter des essais complémentaires dans un laboratoire de son choix.

Aucune commande ne devra être passée par l'entreprise avant approbation par le maître d'œuvre sur les produits correspondants.

Après approbation, l'entreprise remettra tous les plans, échantillons de matériaux et matériels suivant (demande), les matériaux et matériels, procès-verbaux d'essais et agréments techniques.

Aucun travail particulier ne devra commencer avant validation, sans quoi, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de le faire déposer à la charge de l'entreprise.

1.18 CONTRÔLES

Les entrepreneurs doivent à tout moment rester à la disposition du maître d'œuvre pour lui permettre d'effectuer tous les contrôles que celui-ci juge nécessaire, que ces contrôles aient lieu sur chantier, en atelier ou en magasin.

Le chantier sera soumis à un plan qualité, une personne sera nommée afin de représenter la société pour cette prestation, les documents seront remis au maître d'œuvre chaque semaine.

1.19 ESSAIS

Les entrepreneurs doivent procéder aux essais de ses ouvrages dans les conditions définies par les normes et documents techniques, et en accord avec le maître d'œuvre.

Les entrepreneurs doivent tous les moyens nécessaires à la réalisation des essais et à leur vérification.

1.20 DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

L'entreprise remettra son dossier des ouvrages exécutés constitués des plans d'exécution modifiés des aménagements intervenus en cours des travaux et d'un reportage photographique couleur des différentes phases des travaux, conformément au C.C.A.P.

Les plans seront remis en trois exemplaires sur papier et un exemplaire reproductible + 1 exemplaire sur CD ROM Format AUTOCAD.

Les dossiers DOE pour chaque lot devront comporter ;

- L'ensemble des plans d'exécutions à jour suivant l'exécution des travaux
- L'ensemble des fiches produits, avis techniques, acermi, CCT etc
- L'ensemble des attestations d'auto-contrôle (qui devront être faites à l'avancement des travaux mensuellement)

Les DOE devront être constitués par lots

1.21 PRÉ ÉTUDE CONTRÔLE

Tous les ouvrages seront calculés suivant les prescriptions des documents officiels définis ci-dessus. Les plans de détails seront établis par Les entreprises titulaire du présent lot sous sa responsabilité et à ses frais.

Ils seront soumis au visa du maître d'œuvre d'exécution et du bureau de contrôle préalablement à toute exécution. Toutes modifications demandées par ces derniers devront être faites pour réaliser les ouvrages répondant aux prescriptions ci-dessus.

1.22 INDICATIONS ET DOCUMENTS À FOURNIR

Indépendamment des documents correspondants aux règlements et aux délais d'exécution, Les entrepreneurs du présent lot devront fournir, lors de la période de préparation du chantier, les séries de plans mentionnant tous les détails d'exécution avec leur cotation.

1.23 CONFORMITÉ AUX DOCUMENTS OFFICIELS

Comme décrit dans l'article ci avant, les travaux seront exécutés en conformité avec les spécifications et règlements techniques en vigueur le jour de la soumission : DTU, Normes et extensions (cahier des charges, règles de calcul, cahiers des clauses spéciales), normes AFNOR, règles professionnelles, règles ou recommandations professionnelles du bâtiment acceptées par l'A.P.S.A.D et le cas échéant, les additifs associés.

1.24 DOCUMENTS TECHNIQUES, NORMES ET RÈGLEMENTS

Les entrepreneurs devront se conformer aux textes réglementaires non annexés, mais réputés connus et acceptés sans restriction, légalement en vigueur dans leur dernière édition au moment de la signature du marché, et plus particulièrement aux documents suivants :

- Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C – D.T.U), les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S – D.T.U) et les règles de calculs D.T.U.,
- Les Normes françaises éditées par l'Association française de Normalisation (A.F.NOR) et en particulier celles de la classe P et de la classe C,
- Pour les procédés et matériaux non traditionnels admis par le maître d'ouvrage, les Avis Techniques favorables et en cours de validité délivrés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B) ; ces avis techniques devront être communiqués au maître d'œuvre avant l'emploi des procédés et matériaux en question pour approbation,
- Les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (U.T.E, U.T.I, C.S.T.B, etc.), ainsi que les règles professionnelles éditées par les chambres syndicales des diverses corporations contribuant à l'acte de construire.
- Prescriptions des avis techniques complétées par les conditions complémentaires et / ou limites éventuelles apportées par la Commission Technique des Assurances et l'A.F.A.C,
- Prescriptions des avis techniques visant l'utilisation en travaux de réfection.

- Les règlements locaux concernant en particulier l'hygiène et la sécurité, la lutte contre les nuisances, l'utilisation de l'espace public et tout autre règlement particulier pouvant assujettir l'intervention de Les entreprises,
- Le règlement Sanitaire Départemental,
- Les règles AQC n°1 et n°2 de décembre 1982
- Les règles de sécurité contre l'incendie ressortant des textes réglementaires, circulaires et instructions techniques, officielles, notamment circulaire du 13 décembre 1980, arrêté du 31 janvier 1986 modifié le 18 août 1986 pour tous bâtiments d'Habitation, ainsi qu'éventuellement les règlements applicables aux E.R.P (Établissement recevant du public) et immeubles de grande hauteur (I.G.H)
- Les règles de calculs de résistances au feu et règles de sécurité des personnes, dont notamment :
 - Toutes méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier, béton et autres matériaux : à respecter scrupuleusement (règles FA, etc.).
- Le décret du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques dans les chantiers et ateliers du bâtiment et des travaux publics,
- Le décret n° 65.43 du 8 janvier 1965, relatif aux mesures particulières de
- Protection de salubrité applicable aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiments, des travaux portant sur les immeubles, n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994.
- La loi concernant l'établissement de l'Hygiène, de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.
- Les directives du Ministère de l'Équipement : SETRA et LCPC concernant la réalisation des couches de chaussée,
- Cahier du SC.S.T.B n°2358 de septembre 1989 intitulé « Classement F.I.T des étanchéités de toitures ».
- Les prescriptions des Services Techniques de la ville (assainissement, voirie, éclairage),
- Les prescriptions des Concessionnaires (EDF, GDF, Compagnie des Eaux, PTT)
- Les décrets du permis de construire et ses annexes (si l'opération est assortie d'un P.C.)
- Cependant, pour les travaux définis au présent C.C.T.P, mais non prévus par le cahier des charges ou cahier des clauses techniques D.T.U, il sera fait une stricte application des cahiers des charges des fabricants des produits et procédés utilisés, de manière à demeurer en toute circonstance dans le cadre des garanties consenties par les compagnies d'assurances couvrant lesdits produits et procédés.
- Cette clause s'entend tant pour les matériaux que pour la conception des ouvrages et leur exécution et sera obligatoirement étendue au bénéfice du maître d'ouvrage sans restriction du montant de sinistre, sans franchise, et pour toute la durée des garanties légales ; elle sera suspensive de la validité du marché et devront donc être confirmée par attestation définitive au plus tard trois mois après signature des marchés.
- Si cette condition n'était pas remplie, Les entreprises s'engage dans le cadre de son forfait et sans supplément de prix, à réaliser les ouvrages conformément aux D.T.U
- Les modifications éventuelles qui pourraient en découler dans l'exécution d'ouvrages des autres corps d'état seraient à la charge de Les entrepreneurs défaillant.
- La qualité des matériaux mise en œuvre et l'exécution des ouvrages doivent satisfaire aux caractéristiques et conditions contenues dans les documents suivants
- Les matériaux et matériels ainsi que les conditions de mise en œuvre devront être conformes aux prescriptions ou avis techniques en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.
- Avis techniques des procédés utilisés
- Cahiers des charges des fabricants

- Règles Th-K Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction
- Les publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
- Brochures n°1011.1 et 1011.2 du journal officiel dans leur plus récente mise à jour, relative à sécurité contre l'incendie publié par le journal officiel.
- Aux diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état
- Aux divers décrets et arrêtés en vigueur.
- Les normes françaises publiées par l'AFNOR

1.25 MESURE DE SÉCURITÉ PROPRE AU BATIMENT

Les entrepreneurs est formellement tenu de recueillir auprès du responsable des bâtiments, tous les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Les entrepreneurs devront obtenir « un permis feu » avant d'entreprendre toute soudure ou utilisation de chalumeaux ou points chauds.

Il est fait obligation à Les entreprises de disposer sur le chantier des moyens de lutte de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le maître d'œuvre et l'utilisateur.

Les entrepreneurs devront se conformer à toutes les réglementations de sécurité en vigueur visant les lieux et les personnes de ce lieu public.

Il veillera à ce que les échafaudages et les agrès ne constituent un accès facile dans l'établissement ou aux terrasses.

Le personnel intervenant sur le site devra respecter les chemins d'accès aux travaux.

Une personne sera désignée comme homme trafic et sera affectée en permanence à la circulation des véhicules de chantier sur le site, il sera chargé des manœuvres des portes et clôtures provisoires.

1.26 SÉCURITÉ INCENDIE

Les travaux et produits proposés devront respecter les recommandations et obligations des règlements incendie dont notamment, celles décrites dans l'arrêté du 31 janvier 1986 pour les immeubles d'habitation et les règlements ERP pour les zones recevant du public.

Le permis de feu est obligatoire pour tous travaux utilisant une source de chaleur.

Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquement grave.

Le chantier devra être préalablement nettoyé : des protections seront disposées aux emplacements à risque.

Au côté de l'ouvrier, prévoir un aide muni d'un extincteur dont l'état de marche aura été préalablement et à chaque fois vérifiée.

Il est également recommandé de prévoir un système d'alarme conventionnel (trompe ou sifflet) pouvant être entendu du sol par un aide ou un pompier qui donnera l'alerte au service de lutte contre l'incendie. Les pompiers devront être prévenus au préalable, sur les travaux envisagés, et informés des mesures adoptées.

1.27 TRAVAIL CLANDESTIN

Les entreprises titulaires et leurs éventuels sous-traitants devront être en règle au regard de la loi n°91-1383 du 31 décembre 1991, renforçant la lutte contre le travail clandestin.

Une attestation sur l'honneur sera établie par chaque entreprise et ses co-traitants certifiant que les travaux seront réalisés avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143.3, L.143.5 et L.620.3 du Code du Travail.

Cette attestation sera adressée au maître d'ouvrage ou à son assistant délégué ainsi qu'au maître d'œuvre ou mandataire commun de la maîtrise d'œuvre.

1.28 HYGIÈNE, SANTE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'hygiène et la sécurité des travailleurs seront assurées conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur qui prennent en compte notamment l'importance de l'opération :

- Il sera fait application de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993. « Portant transposition de la directive des communautés européennes n°92.57 e date du 24 juin 1992 » et de son décret d'application n°94.159 du 26 décembre 1994.
- Cette nouvelle réglementation en matière d'hygiène et sécurité de chantier est applicable à partir du 1^{er} mars 1995, dans les modalités suivantes :
- Désignation par le maître d'ouvrage d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé chargé de l'élaboration du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, intitulé P.G.C.S.P.S.,
- Institution d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé intitulée P.P.S.P.S à rédiger par chaque entreprise réalisant des travaux (titulaire(e) de lots et sous-traitant(s)).

Comme décrit ci-après, l'installation et l'entretien, des dispositifs communs sur le chantier seront à réaliser dans le cadre du compte prorata par Les entreprises gestionnaire du dit compte prorata ou de Les entrepreneurs dominant qui aura, en outre, à conduire l'harmonisation des P.P.S.P.S établis par les entreprises, quand celles-ci y seront tenues.

1.29 SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Toutes les mesures de sécurité du personnel suivant les décrets en cours devront être prises par Les entreprises titulaire du présent lot en fonction de l'avancement des travaux et laissées en l'état jusqu'à l'achèvement complet de ceux-ci.

Ces protections, définies dans la Chambre Syndicale Nationale de l'étanchéité, L'O.P.B.T.P, et l'inspection du travail, seront réputées incluses dans le prix global et forfaitaire.

Elles seront précisées dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) à fournir avant tout début des travaux.

1.30 PRÉPARATION DU CHANTIER

Au cours de cette phase déterminante, L'entreprise générale doit, d'une part acquérir une bonne connaissance du chantier et de son contexte tant technique que social, et d'autre part mettre en place un système d'information et de communication avec les responsables techniques.

Dès le début de la phase, L'entreprise générales désignera un conducteur de travaux qui sera l'interlocuteur permanent du maître d'œuvre et des occupants au moment du chantier. Ce responsable sera donc investi, en sus de la mission de coordination et de contrôle technique de ces équipes, d'une mission d'information et de concertation avec l'ensemble des intervenants. Il veillera au respect des dispositions du présent chapitre et, notamment, interviendra immédiatement en cas de conflit entre l'un de ses ouvriers et un occupant pour en référer sur-le-champ au maître d'œuvre. Bien entendu, toute mesure concernant la recherche de références morales du personnel employé devra être prise par Les entreprises en vue d'éviter ce genre d'incident.

Les installations de chantier seront définies et mises en place en observant plus particulièrement les points suivants :

- Sanitaires à la disposition du personnel,
- Fourniture et délai d'approvisionnement avec stock minimum

- Lieux de stockage en assurant la protection et la sécurité (des habitants, en minimisant la gêne à l'encontre de ceux-ci)
- Protection des espaces verts par tout moyen approprié tel que bâches, feuilles de polyane, etc. ; La réparation des dégâts occasionnés aux espaces verts et aux plantations par suite de l'intervention de Les entreprises étant à la charge de celle-ci.
- Mise en place, si nécessaire, de chemins d'accès sécurisés pour accéder aux échafaudages ou aux bâtiments.
- Aménagement des passages nécessaires pendant toute la durée du chantier.

D'une manière générale, Les entreprises sera tenue de prendre, en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, toutes dispositions et mesures de nature à rendre possible l'exécution des travaux dont elle est chargée en maintenant l'occupation normale et habituelle des locaux existants, ainsi que l'accès et la libre circulation des piétons et des voitures aux abords et au travers des lieux où s'exécutent ces travaux.

1.31 INSTALLATION DE CHANTIER

En accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, des lieux de stockage seront indiqués à l'entreprise générale.

Il est bien entendu que l'entreprises devra la réalisation des aires de stockage et abris nécessaires à la conservation de ses approvisionnements en conformité avec les prescriptions des fabricants.

En fin de travaux, Les entreprises sera tenue de laisser ses emplacements de chantier propres et débarrassés de tous déchets, gravats, emballages, etc.

1.32 INACCESSIBILITÉ

Les entrepreneurs prendront toutes les dispositions dans la mise en œuvre de protections pour l'inaccessibilité aux échafaudages extérieurs.

1.33 RÉCEPTION – LIVRAISON DES OUVRAGES

Les opérations préalables à la réception seront organisées par le maître d'œuvre.

L'appréciation de la conformité des travaux à l'occasion de la réception contractuelle, se fera pour l'ensemble du chantier, tous corps d'état réunis.

La réception contractuelle devra être prononcée avec le minimum de réserves et ces dernières devront être levées dans un délai précisé au CCAP.

Au moment de la clôture du chantier, Les entreprises remettra au maître d'œuvre les notices définissant les prescriptions d'entretien de tous les appareils et matériels installés. Suivant le type de travaux réalisés, des démonstrations de mise en route, d'arrêt et de réglage des installations pourront être effectuées par Les entreprises, notamment à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Enfin, elle maintiendra après son chantier et dans le respect des dispositions contractuelles et légales, un service après-vente efficace.

1.34 DÉGÂTS ET NETTOYAGE

Les entrepreneurs seront responsables de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier. Il devra débarrasser le chantier de tous les déchets et matériaux inflammables, gravats, etc., au fur et à mesure de leur production et les transporter aux décharges publiques.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entrepreneurs sont autorisés à circuler ou à déposer des matériaux seront nettoyés journallement

Après achèvement des travaux, les abords du chantier seront nettoyés et balayés.

Ces nettoyages seront impérativement compris dans le prix soumissionné.

En cas de dégradation, l'entreprise devra la remise en état de l'ensemble des abords du chantier et emplacements utilisés.

L'ensemble des zones engazonnées impacté par les travaux – tous corps d'état confondus - et ayant subi des dégradations devront être restitués en état et réengazonnés à l'issue des travaux

1.35 RÉCEPTION DES OUVRAGES

L'entreprise devra réceptionner en présence du maître d'œuvre d'exécution et si tel est le cas, des entreprises titulaires des contrats d'exploitation et d'entretien des systèmes de ventilation, des réseaux d'alimentations électriques, etc....

Il réceptionnera, en présence du maître d'œuvre d'exécution, le support et vérifiera la conformité des relevés, reliefs, joints avec les détails qu'il aura mis au point avec le maître d'œuvre d'exécution et le bureau de contrôle.

Un procès-verbal de réception sera rédigé entre les parties.

L'attention de Les entrepreneurs du présent lot est attirée sur le fait que s'ils existent, les ouvrages suivants seraient, si nécessaire déposés et reposés par les concessionnaires concernés, à l'initiative du maître d'ouvrage :

Réseaux d'alimentations électriques,

Si ces ouvrages existants peuvent être conservés durant les travaux, Les entrepreneurs titulaires du présent marché doivent assurer leur protection et leur pérennité.

1.36 RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES

L'entreprise générale adjudicataire sera tenue d'effectuer durant la préparation et en cours de chantier des relevés topographiques nécessaires à l'établissement des plans de calepinage de vêtture en pierres naturelles y compris toutes justifications et nécessité pour les autres lots

1.37 MISE EN ŒUVRE

La réception des supports, la préparation et la pose des ouvrages sont réalisées selon les prescriptions du D.T.U et des documents appelés ci-après.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder, aux frais de Les entreprises, à des prélèvements et de leur faire subir tous essais et analyses de laboratoire aux frais de Les entrepreneurs y compris tous essais de mise en charge et de suppression.

1.38 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entreprise générale sera responsable des dégâts occasionnés par le manque de soin de ses ouvriers aux objets ou ouvrages existants, lors de leur intervention dans les bâtiments.

Si avant la réception des travaux, des dégradations fortuites ou dues à la malveillance venaient à se produire, Les entrepreneurs seraient tenus de les réparer ou de les faire réparer à ses frais.

Les entreprises devront dans les locaux où se situe son intervention, le nettoyage complet des sols avec des produits n'altérant pas les matières elles-mêmes ou leur état de surface (poli, brillant, etc.).

Les gravois de toutes natures et les emballages vides ne devront apporter aucune gêne aux habitants de l'opération, ni à son environnement, ils devront être évacués en décharges publiques au fur et à mesure de leur production.

L'entrepreneur doit la protection de ses propres ouvrages pendant l'exécution des travaux et jusqu'à la réception de ceux-ci.

En fin de travaux, ils doivent l'enlèvement de toutes les protections provisoires ainsi que les remises en état éventuelles nécessaires.

1.39 TOLÉRANCES DIMENSIONNELLES

Les tolérances admissibles pour la réalisation des ouvrages devront satisfaire aux conditions établies dans les documents ci-après :

- Tolérances dimensionnelles du gros œuvre des bâtiments traditionnels et assimilés établis par l'Union Interprofessionnelle du Bâtiment et des Travaux Publics (U.T.I) publiées dans les annales des travaux publics (juin 1977).
- Par convention, les stipulations de ce document sont étendues « mutatis mutandis » à l'ensemble des ouvrages extérieurs et intérieurs d'aménagement et d'équipement des bâtiments.
- Norme A.F.NOR P01.101 de juillet 1964 : dimensions de coordination des ouvrages et éléments de construction.
- D.T.U et recommandations professionnelles mentionnées pour les corps d'état intervenant dans le cadre de l'opération.
- En cas de contradictions, ce sera la plus contraignante des conditions qui prévaudra.
- Le non-respect des tolérances peut entraîner deux conséquences :
- Des incidences financières sur les corps d'état de manière à respecter néanmoins la qualité finale du produit ; le litige se règle, dans ce cas, directement entre corps d'état avec arbitrage éventuel du maître d'œuvre,
- Des défauts qui ne peuvent être rattrapés par les autres corps d'état : après accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut, dans ce cas, soit demander la démolition et la réfection de la partie d'ouvrage incriminée et ces travaux sont à la charge des entreprises responsables, soit accepter de ces mêmes entreprises un dédommagement justifié.

1.40 QUALITÉ DES MATÉRIAUX

Les matériaux doivent correspondre aux caractéristiques imposées dans les textes normatifs les concernant et notamment ceux cités dans les D.T.U et les règles rappelées ci-dessus.

Il est donné au cours du présent document des marques de produits pour les complexes d'étanchéité à mettre en œuvre sur les différentes terrasses.

Ces marques sont données à titre indicatif pour déterminer un principe d'étanchéité.

Les entrepreneurs peuvent proposer toutes autres marques à sa convenance dans la mesure où elles respectent les caractéristiques techniques préconisées dans le présent dossier et bénéficient d'agréments identiques.

En cas d'omission, comme en cas de contradiction entre le présent document et les D.T.U ou avis techniques qui doivent être respectés pour l'exécution des ouvrages.

Tous les matériaux et produits traditionnels doivent être conformes aux normes applicables au système d'étanchéité utilisé.

Les matériaux et produits non traditionnels ayant fait l'objet d'un agrément technique doivent être utilisés dans les conditions de cet agrément.

Les produits d'étanchéité sont acheminés dans leurs emballages d'origine jusqu'à leur lieu d'utilisation. Chaque emballage doit porter les références exactes du produit.

1.41 CONTRÔLE DES MATÉRIAUX MIS EN ŒUVRE

Tous les matériaux mis en œuvre devront porter une indication permettant l'identification de leur contenu, la mention de leur contenu et la mention de leur conformité aux normes.

Des prélèvements des matériaux pourront être opérés aux endroits précisés par le maître d'œuvre d'exécution pour contrôle de conformité et ceci aux frais de Les entrepreneurs du présent lot.

1.42 AUTO-CONTRÔLE ET ESSAIS

Le programme de contrôle interne des entreprises et les différents essais à effectuer sur les matériaux et fournitures ainsi que sur les ouvrages en place, sera, sur proposition de Les entrepreneurs et après validation du contrôleur technique, défini par le maître d'œuvre.

En outre, des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue ou le non fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux.

Le processus de ces essais sera défini par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage. Ils seront pris en charge par Les entreprises s'ils sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais sont néanmoins justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles, et à la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.

La réalisation des essais, contrôles et épreuves sont effectuée en présence du maître d'œuvre, par Les entreprises si elle dispose des moyens suffisants ou par un organisme spécialisé dans le cas contraire. En cas de difficulté, l'arbitrage d'un bureau de contrôle pourra être demandé.

1.43 POSE, VÉRIFICATION ET MISE EN SERVICE DES OUVRAGES

L'entreprise générale devra assurer à ces frais la vérification et la mise en bon fonctionnement de tous les ouvrages qu'ils auront fournis et cela jusqu'à la fin de la période de garantie.

1.44 RESPONSABILITÉS ET GARANTIES

Les responsabilités et garanties prévues aux articles 1792.2, 3, 4 et 6 du Code Civil.

Dans le cas où Les entrepreneurs responsable de désordres signalés par le maître d'œuvre ne remédierait pas dans les délais imposés aux réserves mentionnées et relevant des garanties, les opérations nécessaires seront exécutées par des tiers au choix du maître d'ouvrage, aux frais, risques et périls de Les entrepreneurs défaillant, sans préjudice des dommages et intérêts qui lui seraient demandés si le défaut de réparation étant la cause d'un accident.

1.45 RESPONSABILITÉ EN COURS DE TRAVAUX

Les entrepreneurs à la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements et de ses travaux. Il garde cette responsabilité jusqu'à réception du bâtiment. Cette responsabilité porte sur tous les dégâts que pourraient subir les ouvrages pendant qu'il en a la charge et quelle qu'en soit la cause.

1.46 RESPONSABILITÉ DES ENTREPRENEURS

Les entrepreneurs sont responsables de la bonne tenue de leurs ouvrages, objet du présent marché pendant un délai de 10 ans à partir de la réception de l'opération.

Cette responsabilité doit être couverte par une assurance accordée par une compagnie agréée par le maître d'ouvrage.

Le marché de travaux n'est valable qu'à partir de la réception de l'attestation correspondante.

1.47 GESTION DES DECHETS DE LAINE DE VERRE POUR RECYCLAGE EN BOUCLE FERMEE

Ces déchets sont issus de chutes de chantier ou de la déconstruction / rénovation de bâtiments résidentiels ou tertiaires.

Le tri des déchets sera effectué sur le chantier de manière à assurer la collecte séparée et le recyclage des

déchets de laine de verre. La filière devra intégrer à minima les dispositions suivantes :

- Les accès et installations nécessaires au stockage et à l'évacuation des déchets de laine de verre,
- La mise à disposition d'un contenant spécifique (benne, Big-bag...) avec une signalétique qui précisera les déchets admis et non admis.
- La collecte des déchets en s'associant avec un collecteur qualifié pour le recyclage de la laine de verre
- La fourniture d'un Bordereau de Suivi de déchets (BSD) ou équivalent pour le suivi des déchets de laine de verre.
- Un système de management environnemental, de type ISO 14001, de l'industriel recyclant les déchets traités dans sa production de laine de verre. (attestation de recyclage)

Un maintien à l'abri de l'humidité est fortement recommandé, une teneur en eau jugée trop importante par le réceptionnaire pouvant entraîner un déclassement des balles.

- Les laines de verre ne devront pas être mélangées avec d'autres déchets de chantier, notamment les déchets de laine de roche.
- Toute laine trempée ne doit pas être conditionnée et envoyée.
- Le partenaire s'assurera que les déchets de laine de verre sont maintenus à l'abri de l'humidité pendant le transport.

Caractéristiques des produits admis

Produits admis :

Déchets de laine de verre en panneau, rouleau et vrac (laine à souffler)

(Identification visuelle ci-dessous).

Trois types de déchets de laine de verre :

- Sans liant, ces déchets sont issus soit de laine vrac, soit de laine broyée pour le soufflage
- Avec liant, avec ou sans surfaçage (voile de verre, voile polyester, kraft/bitume)
- Mix des deux produits ci-dessus avec ou sans leur emballage plastique Etat du déchet :
- Sec et propre (très légèrement humide).

Exclusions :

Les produits autres que les produits admis

En particulier les produits doivent être exempts de toute matière suivante :

- Membranes d'étanchéité
- Bétons, briques, parpaings, tuiles, plâtre, bois, ferrailles (métaux), verre (bouteilles)
- Complexe de doublage laine de verre – plaque de plâtre
- Céramiques, carreaux de faïence
- Poussières en vrac, boues
- Amiante, et à titre préventif toute laine de verre ayant été en contact avec de
- L'amiante est exclue
- Déchets dangereux,
- Laine de roche
- Isolant fibre de bois
- Polystyrène
- Moquette, revêtements PVC, gaines
- Revêtement aluminium, et les laines de verres avec surfaçage aluminium,
- Fils de cuivre, ou de fer,
- Tout produit liquide combustible absorbé par la laine

1.48 GESTION DES DECHETS MENUISES POUR RECYCLAGE EN BOUCLE FERMEE

Afin de recycler du calcin en boucle fermée sur les float il faut un calcin très pur qui s'obtient avec :

- Une collecte de menuiserie sur chantier garantissant leur intégrité tout au long du processus : Démontage, stockage et transport.
- Travailler avec un partenaire qualifié qui respecte l'objectif de recyclage du calcin en verre plat supérieur à 80% en boucle fermée (évidence à confirmer avec attestation récente du FLOAT utilisateur du calcin).

Nous recommandons d'utiliser un service complet pour la location des supports de stockage intègre sur site, leur enlèvement & transport intègre puis traitement par un seul et unique partenaire qualifié pour le recyclage en boucle fermée.

Les clauses qui suivent s'appliquent à tous les éléments vitrés (Fenêtres et autres vitrages intègres non cassés, cloisons intérieures, Miroirs, parois de douche en verre...) en vue de leur recyclage effectif en boucle fermée vers les FLOAT, pour fabriquer de nouveaux vitrages pour la construction. Une pénalité de 1500 euros sera appliquée dans le cas où les moyens nécessaires pour satisfaire les attentes permettant l'accès à la filière du recyclage du verre plat n'ont pas été mis en œuvre.

Les éléments contenant de l'amiante ne sont pas acceptés dans la filière de recyclage Menuiserie fin de Vie – ils feront l'objet d'une identification et d'un traitement particulier, via une filière spécialisée.

1.49 ÉTAT DES LIEUX

Les titulaires des lots 1, 2 et 3 devront faire réaliser les états des lieux par un huissier de justice, sur toutes les zones liées à leurs travaux,

L'ensemble sera remis sur rapport photographique complété des observations.

Un autre constat des mêmes zones sera établi lors des OPR et à la réception des travaux.

Le cas échéant, les détériorations constatées provenant de l'activité du chantier seront supportées par la ou les entreprise(s) responsable(s) identifiée(s).

Le délai de réparation sera fixé par le maître d'œuvre, en RAR, sans toutefois être inférieur à 15 jours calendaires. Si aucune entreprise responsable n'est identifiée dans le délai de 15 jours suivant le constat final, l'entreprise principale devra procéder aux réparations et les supporter financièrement tout du moins provisoirement. Libre à elle d'intenter les actions nécessaires pour en imputer les dépenses au(x) entreprise(s) qu'elle estimerait responsables. Par ailleurs, le délai de réparation sera fixé par la MOE, en RAR, sans toutefois être inférieur à 15 jours calendaires.

1.50 NUISANCES ET GESTION EN SITE OCCUPE

L'ensemble des travaux décrits dans le présent CCTG et dans les CCTP seront réalisés en site occupé, de ce fait des précautions élémentaires seront à prévoir, tels que la liste ci-après non exhaustive et non limitative :

- Les entrepreneurs veilleront à minimiser les nuisances sonores et prévoiront des engins de chantiers acoustiquement, compatibles
 - L'entreprise générale aura à sa charge la protection / déplacement / remise en place après travaux, du mobilier des locataires sur les terrasses privatives. Les nettoyages des logements après travaux, les nettoyages quotidiens des parties communes
 - L'entreprise devra faire l'ensemble des informations aux locataires par des affichages dans les parties communes et boîtages.
 - La gestion de l'ensemble des prises de rendez-vous avec les locataires pour toutes les interventions liées aux logements
 - La mise en place chez les gardiens d'un cahier de doléances
- Liste non exhaustive

1.51 ORDRE DE SERVICE

Les ordres de services devront être délivrés en deux phases :

- OS N°1 : correspondant à la phase préparatoire de chantier pour validation des dossiers administratifs, techniques, essais et prototypes, pour l'ensemble des lots
- OS N°2 : correspondant à la phase d'exécution des travaux.

L'OS N°2 ne sera délivré aux entreprises qu'une fois l'ensemble des dossiers administratifs et techniques à jour et exempt de toutes observations par les Mo, Moe, CSPS et BCT.